

TERMES DE REFERENCE (DRAFT)

I. Information sur la position

Intitulé du Poste : Chercheur de terrain – Trafic de produits médicaux en Afrique centrale

Nombre de poste : 01

Niveau de Poste (Local ou International) : Local

Nature de la consultation (Soutien/ Substance) : Soutien et substance

Type de contrat et Grade : Consultance

Type d'affectation (A domicile ou sur site) : sur site avec possibles missions.

Lieu d'affectation : Bangui, République centrafricaine

Durée de la mission : 6 mois non renouvelable (paiement par mois)

Date estimative de démarrage de la mission : 3 mars 2025

II. Contexte et Objectif

1. Contexte

L'Afrique centrale est confrontée à un accès limité aux médicaments, avec une densité de pharmaciens par habitants parmi les plus faible du monde (en moyenne 0.2 pharmaciens pour 10,000 habitants, la moyenne mondiale étant à 4). Cette limitation est exacerbée par la forte prévalence de maladies infectieuses, notamment la malaria, le VIH/Sida et la tuberculose, et des difficultés d'accessibilité financière aux soins de santé, créant ainsi un environnement propice au trafic de produits médicaux.

Le trafic de produits médicaux, notamment de produits falsifiés, constitue une menace croissante, accentuée par la pandémie de COVID-19 et la demande accrue en médicaments, vaccins, diagnostics et équipements de protection individuelle. Cette activité criminelle met en péril la sécurité et la santé publiques, profitant aux groupes criminels organisés. En Afrique centrale, la lutte contre ce trafic est entravée par le manque de données précises, la faible sensibilisation locale aux risques associés, la capacité limitée des forces de l'ordre à identifier les produits falsifiés, et les cadres juridiques souvent faibles, non dissuasifs ou incohérents. Les États de la région expriment un besoin récurrent de soutien de l'ONUDC pour combler ces lacunes.

Face à ces défis et besoins, le projet vise à renforcer de manière ciblée et soutenable les capacités nationales et régionales de collecte et d'analyse de données liées au trafic de produits médicaux. En collaboration étroite avec les autorités compétentes, il aspire à informer les acteurs de la lutte contre

le trafic de produits médicaux dans les pays de la CEMAC (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine, République du Congo et Tchad) grâce à une évaluation des capacités de production de données relatives au trafic de produits médicaux, un appui aux autorités nationale pour la production de données, une évaluation scientifique approfondie du trafic de produits médicaux, et une diffusion des résultats clés et de recommandations politiques et opérationnelles pour lutter efficacement contre le trafic de produits médicaux dans la région.

2. Objectif

L'objectif de cette mission est de soutenir les Etats membres de l'Afrique centrale et plus particulièrement la République centrafricaine et la République du Congo à produire, collecter et analyser des données liées au trafic de produits médicaux en Afrique centrale. Le chercheur de terrain jouera un rôle essentiel en tant que point de contact principal et en facilitant la coordination entre les parties prenantes, y compris les autorités nationales, les organisations partenaires et les équipes de l'ONUDC. Plus spécifiquement, ses responsabilités incluront :

- **Organisation et animation de formations et d'ateliers visant à renforcer la capacité des Etats à produire, collecter et analyser des données relatives au trafic de produits médicaux :** Planifier et coordonner des activités de formation et des ateliers nationaux pour renforcer les compétences de collecte, production et analyse de données des acteurs clés impliqués dans la lutte contre le trafic de produits médicaux.
- **Collecte de données sur le terrain et recueil de documents officiels :** Effectuer des missions de collecte de données pour étudier l'ampleur et la nature du trafic de produits médicaux. Recueillir les documents clés qui pourraient être utiles à l'étude, notamment en matière de réglementation, de décisions de justice, et de rapports d'enquête.
- **Coordination et liaison :** Établir des relations de travail solides avec les agences d'application de la loi et les autorités sanitaires afin de garantir un flux d'informations efficace et une collaboration continue.
- **Intégration d'une perspective basée sur le genre à travers toutes les composantes du projet :** S'assurer qu'une perspective genre est intégrée tout au long du projet, tant en matière de participation aux activités du projet qu'au niveau de la production, la collecte et l'analyse de données de genre et de données ventilées par sexe.

III. Fonctions et responsabilités

Sous la supervision du Chef de l'Unité Recherche et Sensibilisation du Bureau Régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (ROSEN) et en étroite collaboration avec le personnel assigné de cette unité ainsi que la Branche Recherche et Analyse des Tendances (RAB), le/la consultant.e sera chargé.e des activités suivantes :

- **Organisation et appui aux activités de formation :** Coordonner et appuyer l'organisation des ateliers nationaux visant à renforcer les capacités des points focaux et des comités de coordination sur les cadres juridiques, la détection, et la production de données relatives au trafic de produits médicaux, en étroite collaboration avec les autorités sanitaires et les organismes de réglementation pharmaceutique.
- **Collecte et analyse des données sur le terrain et recueils de documents officiels :** Mener des missions d'enquête sur le trafic de produits médicaux dans les pays cibles (Tchad et Gabon. Conduire des entretiens de recherche et retranscrire ces entretiens. Recueillir des données auprès des points focaux des services d'application de la loi, des instances judiciaires et des autorités sanitaires et les centraliser dans les outils de collecte de données pour l'analyse des tendances et contribuer à l'évaluation scientifique du trafic de produits médicaux. Recueillir et centraliser les documents officiels qui pourraient être utiles à l'étude, notamment en matière de réglementation, de décisions de justice, de rapports d'enquête.
- **Établissement, structuration et évaluation des capacités des points focaux :** Participer à la cartographie et à l'évaluation des capacités des structures nationales impliquées dans la lutte contre le trafic de produits médicaux. Le/la consultant.e jouera un rôle clé dans l'établissement, la structuration et le suivi du réseau de points focaux et/ou de comités de coordination au niveau national, tout en assurant leur mise en place et leur bon fonctionnement pour renforcer la production de données.
- **Coordination et liaison avec les parties prenantes :** Assurer la liaison entre les points focaux des agences d'application de la loi, les autorités sanitaires, les organismes de réglementation pharmaceutique et les autres parties prenantes clés au niveau national, facilitant la coordination des efforts de collecte et de partage des données. Le/la consultant.e veillera à une communication fluide avec l'équipe recherche du bureau régional et entre les parties prenantes nationales, et à la bonne coordination des activités de formation et de recherche.

IV. Livrables

NB : la majorité des livrables sera « continue » avec une rémunération mensuelle basée sur la grille nationale applicable aux IC pour un contrat d'une durée de 06 mois.

Livrables	Résultats	Durée	Calendrier prévisionnel
A.	Cartographie et consultation des parties prenantes, et établissement des points focaux	1 mois	Mars

B.	Collecte de données et organisation de missions sur le terrain	Continue	Mars-Août
C.	Organisation et animation d'ateliers nationaux de renforcement de capacités	1 mois	Juillet
D.	Contribution à la production de rapports de recherche, et production de rapports de suivi des activités	Continue	Mars-Août
E.	Collaboration et coordination avec : - Les points focaux et comités de coordination - Les bureaux national et régional de l'ONU DC	Continue	Mars-Août
	TOTAL	6 mois non renouvelable	Mars-Août 2025

V. Chronogramme de la mission

La consultance sera conduite en 6 mois, combinant la cartographie et coordination des parties prenantes nationales (points focaux), l'appui à la collecte de données et à la rédaction de rapports, et l'organisation d'ateliers de renforcement de capacités.

VI. Compétences fonctionnelles

- **Professionalisme** : Maîtrise les concepts et approches liés à la recherche et à la collecte de données sur les marchés illicites, en particulier le trafic de produits médicaux. Capacité à mener des recherches rigoureuses, à analyser les données de manière indépendante et à appliquer les normes de qualité de l'ONUDC. Fait preuve de jugement éclairé dans l'analyse des données et la production de résultats, en respectant les délais et les standards attendus.
- **Travail d'équipe** : Travaille en collaboration avec ses collègues pour atteindre les objectifs de l'organisation ; sollicite des contributions en valorisant les idées et l'expertise des autres ; est prêt à apprendre des autres ; fait passer l'agenda de l'équipe avant son agenda personnel ; soutient et agit conformément à la décision finale du groupe, même si cette décision ne reflète pas entièrement sa propre position ; partage le mérite des réalisations de l'équipe et accepte la coresponsabilité des lacunes de l'équipe.
- **Planification et organisation** : Capacité à planifier et prioriser son travail ; capacité à organiser et animer des ateliers de coordination et de formation à la collecte, la production et l'analyse de données.
- **Communication** : Bonnes capacités de communication, notamment avec des acteurs de divers horizons et d'organiser des idées de manière claire et concise, capacité d'écoute ; volonté de partage de l'information.
- **Orientation client** : Considérer tous ceux à qui on fournit des services comme des "clients" et chercher à comprendre leurs points de vue ; établir et entretenir des partenariats productifs avec des clients en gagnant leur confiance et leur respect ; identifier les besoins des clients et les satisfaire par des solutions appropriées.

VII. Qualifications requises

Education :	Un diplôme universitaire de niveau master ou équivalent en relations internationales, santé publique, études de développement, sociologie, économie, criminologie, statistiques, sciences sociales, droit ou dans un domaine connexe est requis. Un diplôme universitaire de niveau licence ou équivalent dans des domaines similaires, combiné à deux années supplémentaires d'expérience professionnelle pertinente, peut être accepté en remplacement du diplôme universitaire de niveau master.
Expérience :	• Un minimum de 07 ans d'expérience pertinente en matière de recherche et d'analyse sur la criminalité organisée ou sur le trafic de produits médicaux sont requis. Une expérience de travail avec les autorités nationales (par exemple, les forces de l'ordre ou les autorités de régulation du secteur pharmaceutique), de préférence en Afrique centrale, est requise. • Une expérience en production, collecte et analyse de données quantitatives et qualitatives liées à la criminalité organisée ou au trafic de produits médicaux est requise. • Une expérience en matière de conduite d'entretiens, respectant les règles éthiques en vigueur, et en transcription d'entretien est requise. • Une expérience en organisation et animation d'ateliers de renforcement de capacités est requise. • Des compétences en planification, organisation, rédaction, communication sont

	requises. • La maîtrise de logiciels statistiques (par exemple, Excel, STATA) est requise. • Une expérience en recherche comparative et en analyse de données quantitatives liées aux produits médicaux est souhaitable.
Langue requise :	Les langues de travail du Secrétariat des Nations Unies sont l'anglais et le français. Pour ce poste, la maîtrise du français, avec d'excellentes compétences en rédaction et en communication, est requise. La maîtrise de l'anglais est souhaitable. La connaissance d'une langue parlée dans l'un des pays d'intervention est souhaitable.

VIII. Critères d'évaluation

Critères d'évaluation	Points
Critère 1 : Expérience professionnelle pertinente, notamment en matière de recherche et renforcement de capacités en lien avec la thématique.	50%
Critère 2 : Expérience de travail avec des organisations du système des Nations Unies et de collaboration avec des agences d'application de la loi ou des agences nationales de santé.	30%
Critère 3 : Motivation et intérêt pour la thématique.	10%
Critère 4 : Connaissance et/ou expérience de l'intégration d'une perspective genre dans la gestion de projets.	10%
Total - Note technique	100%

IX. Jalons de paiement

Le/La consultant.e sera rémunéré.e mensuellement, conformément à la grille nationale applicable aux consultances individuelles (IC), sous réserve d'une performance conforme aux termes de référence.